



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 22 – 17 juin 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- Le gouvernement met fin aux aides à l'achat de voitures électriques

### Climat & Energie

- Le Royaume-Uni lance un appel d'offre pour attribuer 13 sites sous-marins de stockage de CO2
- Le Premier ministre envisage de rediriger une partie des aides financières à la rénovation énergétique vers un nouveau programme

### Environnement

- La stratégie alimentaire du gouvernement est critiquée notamment en raison de son manque d'ambition environnementale

### Industrie

- La *Confederation of British Industry (CBI)* appelle le gouvernement à agir face au risque de récession

### Transport

- Le secteur ferroviaire pourrait connaître un « *summer of discontent* » alors que plusieurs syndicats annoncent leur intention de faire grève
- Le gouvernement demande aux compagnies aériennes une meilleure planification afin de limiter les perturbations pendant l'été
- Le ministère des Transports (*DfT*) publie une stratégie sur le fret routier
- L'opérateur de transports *Go-Ahead* accepte une offre de rachat d'entreprises étrangères

## Fait marquant

### Le gouvernement met fin aux aides à l'achat de voitures électriques

Ces aides à l'achat d'un véhicule électrique ([plug-in grant](#)) ont été instaurées en 2011. Selon les estimations du gouvernement, le montant total versé s'élèverait à 1,4 Md£ et aurait permis l'achat de près de 500 000 véhicules « propres ». Le montant de cette aide (1 500 £) avait déjà été divisé par deux au cours de l'année 2021 et le nombre de modèles éligibles, réduit. Le gouvernement estime que ces mesures n'ont eu aucun impact sur les achats des voitures électriques : en 2021 les voitures entièrement électriques représentaient environ 11,6 % des ventes de voitures neuves, selon les données de la *Society of Motor Manufacturers and Traders* (SMMT), soit une augmentation de plus de 75 % des ventes par rapport à 2020. Un [rapport](#) de l'*Office for Low Emissions Vehicles* estime que si ces aides à l'achat ont été nécessaires pour permettre le développement du marché des véhicules électriques, son effet actuel sur la demande serait faible.

300 M£ du fonds des *plug-in grants* seront dédiés à l'acquisition d'autres types de véhicules électriques pour lesquels les freins à l'achat sont plus importants que pour les voitures : utilitaires et camions, taxis, motos et véhicules pour les personnes à mobilité réduite. Le gouvernement souhaite également concentrer son action sur l'installation de bornes de recharge publiques, dont l'insuffisance et l'inégale répartition sur le territoire ont été identifiées comme l'un des principaux obstacles au déploiement massif des véhicules électriques.

L'association des producteurs [automobiles](#) britanniques (SMMT) a critiqué cette décision, soulignant que le R-U serait désormais le seul Etat européen à ne pas proposer d'aides à l'achat de voitures électriques, tout en ayant une stratégie d'électrification du parc automobile plus ambitieuse que la plupart de ses voisins. Pour rappel, le R-U interdira la vente de voitures thermiques neuves dès 2030, contre 2035 dans l'Union européenne. Cette annonce a également suscité l'indignation des associations d'[automobilistes](#). Selon elles, les conducteurs britanniques n'ont pas pu profiter pleinement de ces subventions en raison de la pénurie de véhicules électriques, qui a obligé nombre d'entre eux à retarder leur achat.

## Le chiffre de la semaine

11

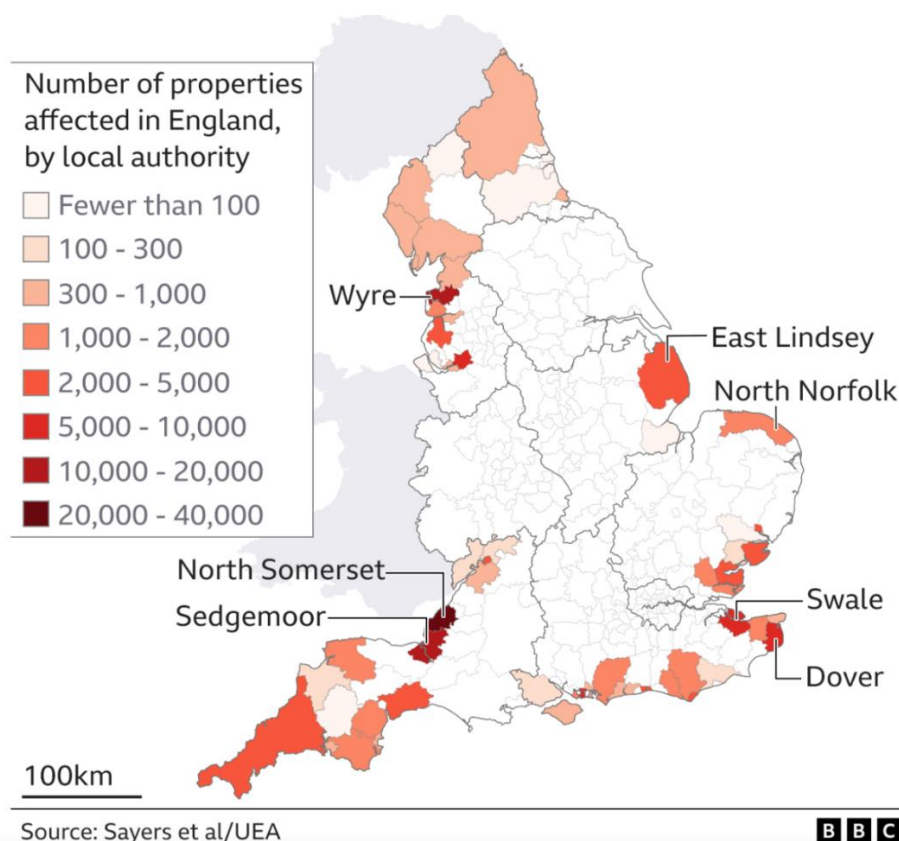
Une [étude](#) locale menée dans le quartier d'Ashley Ward à Bristol a mesuré le niveau de pollution généré par les poêles à bois. L'étude, menée entre novembre 2021 et mars 2022, révèle 11 dépassements des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en matière de pollution par les particules fines (PM2,5). Pour rappel, la combustion de bois ou de charbon pollue l'air à l'intérieur et à l'extérieur des maisons avec des particules fines qui peuvent causer des problèmes cardiaques et pulmonaires. Le conseil municipal de Bristol a déclaré espérer que les résultats de cette étude sensibiliseront aux effets nocifs de l'utilisation des poêles à bois, dans

un contexte où le niveau élevé des prix de l'énergie peut favoriser leur utilisation ; 300 personnes décèderaient chaque année dans la ville à cause de la mauvaise qualité de l'air.

Plus largement, un rapport publié cette semaine par l'ONG [Asthma + Lung UK](#) suggère que plus de la moitié des personnes souffrant d'asthme et de la maladie pulmonaire obstructive chronique (MPOC) pourraient voir leurs symptômes déclenchés par la pollution atmosphérique au Royaume-Uni, entraînant des complications potentiellement mortelles. Selon l'ONG, cela pourrait correspondre à 3,4 millions de personnes affectées au quotidien par la pollution de l'air au Royaume-Uni. [Asthma + Lung UK](#) appelle à l'introduction de règles plus strictes en matière de qualité de l'air en Angleterre afin de réduire les niveaux des types de pollution les plus nocifs pour la santé humaine d'ici 2030, conformément aux directives de l'Organisation mondiale de la santé.

## Illustration de la semaine

Habitations à risque d'inondation en raison de l'augmentation du niveau de la mer (d'ici à 2050)



Une étude du [Tyndall Centre](#) de l'université d'*East Anglia* estime que 200 000 propriétés côtières ne pourraient pas être protégées contre une élévation de 35 cm en moyenne du niveau de la mer d'ici 2050, en raison d'un coût des mesures de sauvegarde de ces logements (digues, défenses côtières etc.) supérieur à leur valeur totale. L'étude distingue 20 régions à risque accru car elles comportent au moins 2 000 propriétés risquant d'être rendues inhabitables en raison de l'élévation du niveau de la mer.

## Climat & Energie

**Flash** – Le ministre de l'énergie, [Kwasi Kwarteng](#), a annoncé que le gouvernement avait conclu un accord avec *EDF* pour que sa centrale au charbon de *West Burton* continue de fonctionner cet hiver.

**Flash** – Le gouvernement britannique a acheté une option pour prendre une [participation](#) de 20 % dans la centrale nucléaire de *Sizewell C* détenue conjointement par *EDF* et *China General Nuclear Power*.

### Le Royaume-Uni lance un appel d'offre pour attribuer 13 sites sous-marins de stockage de CO2

Le Royaume-Uni a lancé mardi un [appel d'offres](#), ouvert jusqu'au 13 septembre, pour attribuer 13 licences de stockage de CO2 dans des aquifères salins et d'anciens gisements de pétrole et de gaz au large de la mer du Nord. Ces permis, en plus de six autres déjà émis, pourraient contribuer de manière importante à l'objectif de stocker 20 à 30 millions de tonnes de CO2 d'ici 2030, selon un [communiqué de l'Autorité britannique de la transition de la mer du Nord](#) (NSTA). Ce communiqué précise que cette attribution pourrait être la première d'une série, considérant que jusqu'à 100 stockages de CO2 pourraient être requis pour atteindre l'objectif de neutralité carbone britannique en 2050.

### Le Premier ministre envisage de rediriger une partie des aides financières à la rénovation énergétique vers un nouveau programme

Le [Times](#) rapporte que Boris Johnson a demandé à ses ministres d'élaborer des plans pour financer un nouveau programme visant à améliorer l'efficacité énergétique des logements. Intitulé, « *Great British Insulation Scheme* », il renforcerait un mécanisme existant, [l'Energy company obligation](#) (ECO), qui est prélevée sur les factures d'électricité et finance des mesures d'efficacité énergétique pour les ménages les plus modestes. Les critères d'éligibilité au programme pourraient également être élargis.

Le *Great British Insulation Scheme* serait, d'après le quotidien, partiellement financé par la baisse de dotation de deux programmes existants : le *Public Sector Decarbonisation Scheme*, doté d'1 Md£ et destiné à l'amélioration des bâtiments publics, et le *Boiler Upgrade Scheme*, doté de 450 M£, qui permet aux propriétaires de logements d'accéder à une subvention de 5 000 £ à 6 000 £ pour l'installation d'une pompe à chaleur.

Ce projet a été critiqué par des associations écologistes et des membres de l'opposition qui pointent le besoin de nouveaux financements pour soutenir une campagne d'isolation ambitieuse dans le contexte des prix élevés de l'énergie et déplorent le redéploiement de fonds utilisés pour d'autres programmes à but similaire.

## Environnement





**Flash** – La chaîne de supermarchés *Morrisons* a annoncé le lancement d'un nouveau plan « bœuf et agneau durable » ([Sustainable Beef & Lamb scheme](#)) conçu pour soutenir et inciter ses éleveurs à atteindre la neutralité carbone d'ici 2030.

**Flash** – Une étude de la [Local Government Association](#) (LGA) montre que les collectivités locales bloquent chaque année 7 % des permis de construire en Angleterre en raison des niveaux élevés de pollution dans les cours d'eau proches, que la construction de ces nouveaux logements pourrait aggraver.

## La stratégie alimentaire du gouvernement est critiquée notamment en raison de son manque d'ambition environnementale

Bien que saluée par le principal syndicat agricole (*National Farmers Union*), la [nouvelle stratégie alimentaire](#) du gouvernement britannique a été jugée décevante par certaines organisations environnementales, notamment *Greenpeace* et *WWF*, à l'aune de l'enjeu de la réduction de l'empreinte carbone des pratiques agricoles. Parmi les deux principales critiques évoquées par ces ONG : l'absence de mesures destinées à encourager les consommateurs à réduire leur consommation de viande et le calibrage des subventions pour la transition vers une agriculture durable mais aussi l'absence de mesures ambitieuses pour lutter contre l'obésité.

Henry Dimbleby, directeur non-exécutif du ministère de l'agriculture britannique, qui a formulé des propositions en matière de stratégie alimentaire, a souligné les [limites de cette food strategy](#), relevant l'absence d'extension de l'offre de repas gratuits à l'école, de taxation des produits excessivement salés et sucrés ou de facilitation de l'importation de produits respectant des normes élevées en matière de bien-être animal et d'environnement. Il avait appelé à une réduction de 30 % de la consommation de viande et de produits laitiers en 10 ans via des encouragements comportementaux, qui n'a pas été reprise par le gouvernement. Enfin, Henri Dimbleby avait appelé à des subventions agricoles environnementales de 500 à 700 M£ par an pour accompagner la transition vers des pratiques plus régénératrices des terres agricoles et de stockage de carbone. Interrogé sur le sujet par le journal *New Scientist*, le ministre de l'Agriculture George Eustice, a seulement rappelé l'existence du [Landscape Recovery scheme](#), doté de 50 M£ au cours des trois prochaines années.

## Industrie

**Flash** – [Liberty Steel](#), membre du groupe *GFG Alliance*, a conclu un accord de moratoire avec son principal créancier *Greensill Bank AG* (fermée par le régulateur allemand en mars 2021 et sous administration) sur les dettes liées à ses activités européennes, de manière à lui permettre d'engager une restructuration de sa dette. L'accord valable jusqu'en octobre, devrait être prolongé jusqu'à la fin de l'année.

**Flash** – *Hybrid Air Vehicles* (HAV), une petite société basée à Bedford, a signé un contrat pour fournir à la compagnie aérienne espagnole *Air Nostrum* dix de ses [dirigeables](#) *Airlander 10* pouvant accueillir jusqu'à 100 passagers.

**La Confederation of British Industry (CBI) exhorte le gouvernement à à agir face au risque de récession**

La [CBI](#) a revu à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie britannique en 2023 : 1 % contre 3 % précédemment, principalement en raison de l'inflation et de son effet sur le pouvoir d'achat et la consommation des ménages. Afin d'éviter une récession, la CBI propose plusieurs mesures destinées à stimuler l'investissement des entreprises :

- Etablir un mécanisme permanent pour prendre la suite de la *super-deduction* qui prendra fin en mars 2023 et qui permettait un suramortissement des investissements.
- Réduire les délais d'approbation pour les nouveaux parcs éoliens en mer de 4 ans à 1 an .
- Résoudre les principales crises politiques, notamment concernant le protocole nord-irlandais et les grèves dans le secteur ferroviaire ;
- Proposer un mécanisme permanent pour remplacer le *Recovery Loan Scheme* et soutenir la trésorerie des entreprises ;
- Résoudre les pénuries de main-d'œuvre, par exemple en rajoutant des secteurs à la liste des professions en situation de pénurie et en autorisant une utilisation plus souple des taxes sur l'apprentissage.

La CBI a également averti que les initiatives prises par le gouvernement britannique remettant en cause le [protocole nord-irlandais](#) conduiraient certainement les entreprises à revoir à la baisse leurs investissements en Grande-Bretagne.

## Transport

**Flash** – Le ministère des Transports (*DfT*) lance une [consultation](#) sur la mise en œuvre de la réforme ferroviaire (*Williams-Shapps Plan for Rail*).

**Flash** – Le gouvernement estime que *Transport for London (TfL)* ne réalisera pas 400 M£ d'économies sur l'exercice budgétaire comme demandé par le dernier plan d'[aide](#) arrivant à échéance le 24 juin. Selon le ministre des Transports Grant Shapps, *TfL* n'a toujours pas fourni le détail des mesures d'économie envisagées.

**Flash** – *GMB*, l'un des principaux syndicats britanniques, intente une action en justice contre l'entreprise estonienne de VTC [Bolt](#) afin de l'obliger à requalifier ses travailleurs en « *workers* », statut leur permettant de bénéficier d'une meilleure protection sociale que les travailleurs indépendants. Cette action fait suite à une décision de justice de l'an dernier qui avait obligé *Uber* à requalifier ses chauffeurs en « *workers* ».

**Flash** – Kwasi Kwarteng, le ministre de l'Energie, a demandé à l'Autorité de la concurrence (*CMA*) de procéder à un « examen urgent » du marché de distribution des [carburants](#). Cette demande intervient alors que les prix du carburants ont de nouveau atteint des niveaux records cette semaine : 1,87 £/l (2,16 €/l) pour l'essence et 1,92 £/l pour le diesel (2,23 €/l).

## Le secteur ferroviaire pourrait connaître un « *summer of discontent* » alors que plusieurs syndicats annoncent leur intention de faire grève

Face aux mesures d'économies demandées au secteur ferroviaire par le ministère des Transports (*DfT*), plusieurs syndicats ont annoncé des grèves pour des hausses de salaires et contre les licenciements :

- environ 50 000 membres du syndicat *RMT* (*Rail, Maritime and Transport Workers*) feront grève les 21, 23 et 25 juin
- les 21 000 conducteurs de trains de l'[Aslef](#) (*Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen*) organiseront plusieurs journées de grève fin juin et début juillet
- 6 000 employés de *Network Rail* (en charge notamment de l'alimentation électrique et de la signalétique) et membres de la [TSSA](#) (*Transport Salaried Staffs' Association*) pourraient faire grève à partir du 25 juillet.

Face au risque de paralysie du trafic ferroviaire, le ministre des Transports [Grant Shapps](#) a annoncé que le gouvernement réfléchissait à une loi permettant de recourir à des personnels intérimaires lors d'un mouvement social. Ce projet empêcherait également les employés grévistes d'effectuer des heures supplémentaires pour compenser les revenus perdus pendant la grève. L'annonce du ministre a été très mal accueillie par les [syndicats](#), notamment la *RMT* qui a averti que ces derniers opposeraient « la résistance la plus farouche possible » si cette loi était votée.

## Le gouvernement demande aux compagnies aériennes une meilleure planification afin de limiter les perturbations pendant l'été

Dans une lettre conjointe le ministère des Transports (*DfT*) et l'Autorité de l'aviation civile (*CAA*) demandent aux compagnies [aériennes](#) et aéroports britanniques de revoir leurs plans de vol afin d'éviter de nouvelles perturbations du trafic aérien pendant l'été. La lettre propose cinq « axes d'amélioration » :

- revoir le plan de vols pour les vacances d'été afin d'éviter des retards et annulations de dernière minute ;
- les directeurs des aéroports devront former des groupes de travail qui rendront compte au *Strategic Risk Group* présidé chaque semaine par le secrétaire d'Etat à l'Aviation ;
- communiquer de manière régulière et claire auprès des passagers dont les vols connaissent des retards tout en les informant de leurs droits à une compensation ;
- améliorer l'accompagnement des passagers à mobilité réduite ou en situation de handicap ;
- garantir que la sûreté et la sécurité ne seront pas compromises en cas de perturbations du trafic aérien.

L'aéroport de London [Gatwick](#), le deuxième le plus fréquenté dans la région de Londres, [a annoncé qu'il limitera sa capacité d'accueil](#) en août à 850 atterrissages et décollages quotidiens, un nombre de 10 % inférieur à son maximum pré-pandémique.

## Le ministère des Transports (*DfT*) publie une stratégie sur le fret routier

Le [Future of Freight plan](#) identifie cinq priorités : identifier un *National Freight framework* afin notamment d'améliorer l'intermodalité, faciliter les investissements destinés à la décarbonation du fret routier, réformer le système de planification pour que les autorités locales construisent davantage d'infrastructures dédiées aux conducteurs de poids lourds, augmenter et diversifier les recrutements, et renforcer l'utilisation d'outils numériques et innovants. Cette stratégie prévoit de lancer conjointement avec les acteurs du fret routier une campagne visant à favoriser le recrutement de conducteurs de poids lourds, [Generation Logistics Campaign](#), financée à hauteur de 345 000 £ par le gouvernement. Les entreprises adoptant des technologies facilitant la décarbonation et la digitalisation de leurs activités pourront quant à elles bénéficier du *Freight Innovation Fund* doté de 7 M£.



## L'opérateur de transports *Go-Ahead* accepte une offre de rachat d'entreprises étrangères

*Go-Ahead*, l'un des principaux opérateurs de bus du R-U, exploite également le plus grand réseau de trains de banlieue britannique, *Govia Thameslink Railway*. L'offre de rachat, d'un montant de 650 M£, est portée par un consortium composé de l'opérateur de bus australien *Kinetic* et de la multinationale espagnole spécialisée dans les infrastructures de transport *Globalvia*. Sous réserve de son approbation par les actionnaires de *Go-Ahead*, le rachat devrait être finalisé d'ici octobre. L'entreprise britannique a dû faire face à d'importantes difficultés ces derniers mois, après s'être vue retirer sa franchise ferroviaire *Southeastern* pour cause de fraude. Elle avait été néanmoins reconduite cette année pour la gestion des lignes *Thameslink*, *Gatwick Express*, *Southern* et *Great Northern*. *Go-Ahead* est le dernier groupe de transports britannique, après *Stagecoach* et *FirstGroup*, à être racheté par des entreprises étrangères. Les nouveaux contrats (*passenger service contracts*) qui vont remplacer les franchises ferroviaires garantiront un revenu fixe aux opérateurs (qui ne supporteront plus le risque de trafic), ce qui explique en partie leur attractivité auprès des investisseurs.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)